

Bernard WILLOCX

Notaire

Soc. Civ. sous forme de SPRL - RPM Bruxelles 0479.857.614
rue de Toulouse, 13 - 1040 Bruxelles - tél. 02/ 234.66.66 - fax 02/ 234.66.67



Répertoire :

Date : #

BW/KB/2200043

Annexes : #

SOLVAY

société anonyme

à 1120 Bruxelles, rue de Ransbeek, 310.

Registre des Personnes Morales de Bruxelles

Numéro d'Entreprise : 0403.091.220

Capital Autorisé Rachat actions propres Modifications statutaires

L'an deux mille vingt.

Le #.

A 1120 Bruxelles, rue de Ransbeek, 310.

Devant Nous, Maître **Bernard WILLOCX**, Notaire de résidence à Bruxelles.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme **SOLVAY**, dont le siège social est établi à 1120 Bruxelles, rue de Ransbeek, 310, inscrite au Registre des Personnes Morales de Bruxelles, et dans la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0403.091.220.

Constituée sous forme de société en commandite par acte sous seing privé du 26 décembre 1863, transformée en société anonyme suivant acte reçu par les Notaires Pierre WILLOCX et Pierre VAN HALTEREN, à Bruxelles, le 12 juin 1967, publié à l'Annexe au Moniteur belge du 24 juin 1967, sous le numéro 1560-1, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu aux termes d'un acte reçu par le Notaire Bernard WILLOCX, soussigné, le 21 décembre 2015, publié aux Annexes du Moniteur belge du 14 janvier 2016, sous les numéros 16007103 et 16007104.

BUREAU

La séance est ouverte à 11.30 heures sous la présidence de Monsieur Nicolas Jacques Etienne Marie Ghislain BOËL, domicilié à Woluwe-Saint-Pierre, avenue des Grands Prix, 75, Président du Conseil d'Administration.

Monsieur le Président désigne comme Secrétaire Monsieur Michel Henri

Marie Emile Georges DEFOURNY, domicilié à Tervuren, Albertlaan, 17, Secrétaire Général de la Société, ici intervenant.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par Madame Savina Geneviève Francine Manuela Marie Ghislaine de LIMON TRIEST, domiciliée à 1180Uccle, Rue Edith Cavell, 81, et Madame Sandrine Anne Pauline Marie-Ghislain DE MOERLOOSE, domiciliée à 1050 Ixelles, Avenue Jeanne, 54, tous deux actionnaires, ici présentes et acceptant.

Les Administrateurs ici présents, complètent le bureau, savoir :
Madame Ihlam KADRI, domiciliée à Uccle, Avenue de la Sapinière, 23.

Le tout en conformité à l'article 39 des statuts.

L'identité des membres du bureau a été vérifiée par le Notaire soussigné sur base de leur carte d'identité.

COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE

Compte tenu de la situation exceptionnelle relative à la pandémie Covid-19, et conformément à l'arrêté royal n°4 du 9 avril 2020 portant des dispositions diverses en matière de droit des sociétés dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19, la présente Assemblée se tient sans la présence physique des actionnaires mais elle est diffusée en direct par retransmission vidéo sur le site Internet de Solvay, sous forme de webcast à l'attention des actionnaires.

Les actionnaires ont pu voter à distance avant la présente Assemblée Générale, par correspondance ou par procuration.

En conséquence, la comparution devant Nous, Notaire, se limite aux membres du bureau et au mandataire des actionnaires, Monsieur Alex DESSALLE, domicilié à 1950 Kraainem, Avenue Armand Forton, 24, désigné par le Conseil d'Administration.

La liste des actionnaires représentés, les procurations, toutes sous seing privé, ainsi que les formulaires de votes par correspondance demeureront ci-annexées.

EXPOSE DE MONSIEUR LE PRESIDENT

Monsieur le Président expose ce qui suit :

- 1°) La présente assemblée a pour ordre du jour :

Ordre du jour

A. CAPITAL AUTORISE

1. Rapport du Conseil d'Administration établi en application de l'article 7:199 alinéa 2 du Code des Sociétés et des Associations.

2. Proposition de décider :

- a. Un capital autorisé, pour une période de 5 ans à compter de la publication au Moniteur belge de la présente décision, à concurrence de 158.000.000 €, avec faculté d'incorporer des réserves, d'émettre des droits de souscriptions et des obligations convertibles et de limiter ou supprimer le droit de préférence y compris en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel.
- b. de remplacer, par conséquent, le texte de l'**article 7 bis des statuts** par le texte suivant :

« Le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital en une ou plusieurs fois, à concurrence de cent cinquante-huit millions euros (158.000.000 EUR) . L'autorisation est valable pendant cinq ans à dater de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 12 mai 2020.

Toute augmentation de capital décidée en vertu de la présente autorisation peut se réaliser par apport en numéraire, par apport en nature, par incorporation de réserves disponibles ou indisponibles ou de primes d'émission, avec ou sans création de nouvelles actions, privilégiées ou non, avec ou sans droit de vote. Le Conseil d'Administration peut, dans le cadre de la présente autorisation, émettre des droits de souscription ou des obligations convertibles.

Le Conseil d'Administration peut limiter ou supprimer le droit de préférence. Cette faculté inclut la limitation ou la suppression du droit de préférence en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel de la société ou de ses filiales. »

B. RACHAT D' ACTIONS PROPRES

Proposition de décider d'autoriser la société à acquérir ses propres actions aux conditions fixées dans le texte ci-après prévu, et par conséquent, de supprimer l'**article 9 des statuts** et de remplacer le texte de l'**article 8 des statuts** par le texte suivant :

« La société peut, sans autorisation préalable de l'assemblée générale, acquérir ses propres actions à un prix unitaire qui ne pourra être inférieur de plus de dix pour cent (10%) au cours le plus bas des vingt (20) dernières cotations précédant l'opération et qui ne pourra être supérieur de plus de dix pour cent (10%) au cours le plus haut des vingt (20) dernières cotations précédant l'opération. La société doit en outre se conformer aux limites de prix prévues par les articles 7:215 et suivants du Code des sociétés et des associations et les articles 8:2 et suivants de l'arrêté royal portant exécution du Code des sociétés et des associations.

Cette autorisation s'étend à l'acquisition d'actions de la société par une de ses filiales directes, au sens et dans les limites de l'article 7:221, alinéa 1er du Code des sociétés et des associations.

Le pair comptable des actions acquises, en ce compris celles que la société aurait acquises antérieurement et qu'elle aurait en portefeuille et celles acquises par une filiale directe au sens de l'article 7:221, alinéa 1er du Code

des sociétés et des associations, ne peut dépasser dix pour cent (10%) du capital souscrit.

Cette autorisation est valable pendant cinq ans à dater de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 12 mai 2020. »

C. AUTRES MODIFICATIONS STATUTAIRES

a) Mode de scrutin de l'assemblée générale

Proposition de décider de remplacer le texte de **l'article 37 des statuts** par le texte suivant :

« Les votes à l'assemblée se font par l'usage de boîtiers électroniques ou de toute autre manière assurant le secret du vote, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix. »

b) Nouveaux statuts

Proposition de décider - afin de (a) rendre les statuts conformes au Code des Sociétés et des Associations et de (b) simplifier et moderniser certaines de ses dispositions - de remplacer purement et simplement le texte actuel des statuts, tant la version française que la version néerlandaise, par un nouveau texte intégrant notamment les modifications décidées aux points A(2b), B et C(a) de l'ordre du jour, tel que ce nouveau texte, accompagné d'un document informatif sur les modifications proposées et un texte reprenant les statuts actuels avec indication des modifications (suppressions ou ajouts), est disponible depuis le 4 mars 2020 sur le site de la société sous la référence <https://Solvay.be/fr/index.html>. Les actionnaires peuvent obtenir gratuitement communication de ces documents via une demande adressée par email à l'adresse : ag.solvay@solvay.com.

- 2°) Conformément à l'article 7:128 du Code des Sociétés et des Associations, les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites par une annonce insérée au moins trente jours avant l'assemblée :

1) dans le Moniteur belge du 10 avril 2020.

2) dans L'Echo du 10 avril 2020.

3) dans De Tijd du 10 avril 2020.

Les numéros justificatifs de ces insertions sont déposés sur le bureau.

4) sur le site internet de la société à partir du 10 avril 2020.

Conformément à l'Arrêté Royal n° 4, les modifications relatives aux modalités de la tenue de la présente assemblée ont été annoncées sur le site internet de la société le 27 avril 2020.

- 3°) En outre, conformément à l'article 7:128 §1^{er} alinéa 2 du Code des Sociétés et des Associations, des lettres missives ont été envoyées, trente jours avant l'assemblée, aux titulaires d'actions nominatives, d'obligations convertibles nominatives ou de droits de souscription nominatifs, aux titulaires de certificats nominatifs émis avec la collaboration de la société, aux administrateurs et au

commissaire.

Un exemplaire de la lettre missive est également déposé sur le bureau.

- 4°) Pour assister à la présente assemblée, les actionnaires présents et représentés se sont conformés aux prescriptions des articles 35 et 36 des statuts, sous réserve des règles particulières applicables en vertu de l'arrêté royal n°4 du 9 avril 2020 portant des dispositions diverses en matière de droit des sociétés dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19.

- 5°) Le capital social est actuellement représenté par cent cinq millions huit cent septante-six mille quatre cent seize (**105.876.416**) actions sans désignation de valeur nominale et avec droit de vote.

- 6°) L'article 7 :153 du Code des Sociétés et des Associations et l'article 37 des statuts prescrivent que l'assemblée doit réunir au moins la moitié du capital. Qu'à défaut une seconde assemblée doit être convoquée, et que cette dernière peut délibérer quelle que soit la portion du capital représentée.

- 7°) Une première assemblée générale extraordinaire ayant le même ordre du jour tenue devant le Notaire Bernard WILLOCX, soussigné, le 3 avril 2020, n'a pu délibérer valablement, le quorum requis n'ayant pas été atteint. Les convocations à cette première assemblée ont été faites conformément à l'article 7 :128 §1er alinéa 2 du Code des Sociétés et des Associations, aux dates et de la manière indiquée dans le procès-verbal de cette première assemblée.

- 8°) Ainsi qu'il résulte de la liste des actionnaires représentés, les actionnaires représentés possèdent ensemble soixante-trois millions deux cent quarante-trois mille vingt-cinq (63.243.025) des actions émises, soit cinquante-neuf virgule septante-trois pour cent (59,73%).

- 9°) Le droit de vote des actions représentées à l'assemblée n'est pas suspendu.

- 10°) En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et elle est apte et habile à délibérer valablement sur les points figurant à l'ordre du jour.

- 11°) Chaque action donne droit à une voix et, pour être admises, les propositions figurant à l'ordre du jour doivent réunir, conformément à l'article 7 :153 du Code des Sociétés et des Associations, les trois/quarts des voix exprimées, sans qu'il soit tenu compte des abstentions dans le numérateur ou dans le dénominateur.

Validité :

L'exposé de Monsieur le Président est vérifié et reconnu exact par l'assemblée qui constate, et prie le Notaire soussigné de constater authentiquement, qu'elle est apte à délibérer valablement sur les points figurant à l'ordre du jour.

Présentation :

Monsieur le Président expose ensuite le contexte des résolutions proposées à l'assemblée.

Questions, conformément à l'article 7 :139 du Code des sociétés et des associations:

Monsieur le Président constate qu'aucune question écrite n'a été posée par les actionnaires sur les points figurant à l'ordre du jour.

Monsieur le Président constate ensuite la clôture des débats.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour, et après délibération, prend les résolutions suivantes :

RAPPORT

L'Assemblée dispense Monsieur le Président de donner lecture du rapport spécial du conseil d'administration établi conformément à l'article 7:199 alinéa 2 du Code des Sociétés et des Associations relatif au capital autorisé.

Ce rapport restera ci-annexé.

PREMIERE RESOLUTION

Capital autorisé

L'assemblée décide un capital autorisé, pour une période de 5 ans à compter de la publication au Moniteur belge de la présente décision, à concurrence de **158.000.000 €**, avec faculté d'incorporer des réserves, d'émettre des droits de souscriptions et des obligations convertibles et de limiter ou supprimer le droit de préférence y compris en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel.

Par conséquent, l'assemblée décide de remplacer, le texte de l'**article 7 bis des statuts** par le texte suivant :

« Le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital en une ou plusieurs fois, à concurrence de cent cinquante-huit millions euros (158.000.000 EUR) . L'autorisation est valable pendant cinq ans à dater de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 12 mai 2020.

Toute augmentation de capital décidée en vertu de la présente autorisation peut se réaliser par apport en numéraire, par apport en nature, par incorporation de réserves disponibles ou indisponibles ou de primes d'émission, avec ou sans création de nouvelles actions, privilégiées ou non, avec ou sans droit de vote. Le Conseil d'Administration peut, dans le cadre de la présente autorisation, émettre des droits de souscription ou des obligations convertibles.

Le Conseil d'Administration peut limiter ou supprimer le droit de préférence. Cette faculté inclut la limitation ou la suppression du droit de préférence en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel de la société ou de ses filiales. ».

Délibération

Cette proposition est mise aux voix.

(i) nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés : 63.243.025

(ii) proportion du capital social représentée par ces votes : 59,73%

(iii) nombre total de votes valablement exprimés : 63.243.025 dont :

VOIX POUR	60.489.228
VOIX CONTRE	2.037.702
ABSTENTIONS	716.095

La proposition, réunissant 96,74% des voix sans qu'il soit tenu compte des abstentions, est adoptée.

DEUXIEME RESOLUTION

Rachat d'actions propres

L'assemblée décide d'autoriser la société à acquérir ses propres actions aux conditions fixées dans le texte ci-après prévu, et par conséquent, de supprimer **l'article 9 des statuts** et de remplacer le texte de **l'article 8 des statuts** par le texte suivant :

« La société peut, sans autorisation préalable de l'assemblée générale, acquérir ses propres actions à un prix unitaire qui ne pourra être inférieur de plus de dix pour cent (10%) au cours le plus bas des vingt (20) dernières cotations précédant l'opération et qui ne pourra être supérieur de plus de dix pour cent (10%) au cours le plus haut des vingt (20) dernières cotations précédant l'opération. La société doit en outre se conformer aux limites de prix prévues par les articles 7:215 et suivants du Code des sociétés et des associations et les articles 8:2 et suivants de l'arrêté royal portant exécution du Code des sociétés et des associations.

Cette autorisation s'étend à l'acquisition d'actions de la société par une de ses filiales directes, au sens et dans les limites de l'article 7:221, alinéa 1er du Code des sociétés et des associations.

Le pair comptable des actions acquises, en ce compris celles que la société aurait acquises antérieurement et qu'elle aurait en portefeuille et celles acquises par une filiale directe au sens de l'article 7:221, alinéa 1er du Code des sociétés et des associations, ne peut dépasser dix pour cent (10%) du capital souscrit.

Cette autorisation est valable pendant cinq ans à dater de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 12 mai 2020. ».

Délibération

Cette proposition est mise aux voix.

(i) nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés : 63.243.025

(ii) proportion du capital social représentée par ces votes : 59,73%

(iii) nombre total de votes valablement exprimés : 63.243.025 dont :

VOIX POUR	62.196.766
VOIX CONTRE	1.002.656
ABSTENTIONS	43.603

La proposition, réunissant 98,41% des votes sans qu'il soit tenu compte des abstentions, est adoptée.

TROISIEME RESOLUTION

Mode de scrutin de l'assemblée générale

L'assemblée décide de remplacer le texte de l'**article 37 des statuts** par le texte suivant :

« *Les votes à l'assemblée se font par l'usage de boîtiers électroniques ou de toute autre manière assurant le secret du vote, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.* ».

Délibération

Cette proposition est mise aux voix.

(i) nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés : 63.243.025

(ii) proportion du capital social représentée par ces votes : 59,73%

(iii) nombre total de votes valablement exprimés : 63.243.025 dont :

VOIX POUR	63.230.306
VOIX CONTRE	4.050
ABSTENTIONS	8.669

La proposition, réunissant 99,99% des voix sans qu'il soit tenu compte des abstentions, est adoptée.

QUATRIEME RESOLUTION

Nouveaux statuts

Afin de (a) rendre les statuts conformes au Code des Sociétés et des Associations et de (b) simplifier et moderniser certaines de ses dispositions, l'assemblée décide de remplacer purement et simplement le texte actuel des statuts, tant la version française que la version néerlandaise, par un nouveau texte intégrant notamment les modifications décidées aux points A(2b), B et C(a) de l'ordre du jour, tel que ce nouveau texte, accompagné d'un document informatif sur les modifications proposées et un texte reprenant les statuts actuels avec indication des modifications (suppressions ou ajouts), est disponible depuis le 4 mars 2020 sur le site de la société sous la référence <https://www.solvay.com/sites/g/files/srpend221/files/2020-03/Statuts%20solvay%20SA%20-FR.pdf> .

Le nouveau texte des statuts est le suivant :

CHAPITRE PREMIER

FORME, DENOMINATION, SIEGE, OBJET, DUREE

Article 1

La société, constituée sous la forme de société en commandite le 26 décembre 1863, a la forme de société anonyme. Sa dénomination est "SOLVAY". Elle est une société cotée au sens de l'article 1:11 du Code des sociétés et des associations.

Article 2

Le siège est établi en Région de Bruxelles-Capitale.

Il peut être transféré ailleurs en Belgique par simple décision du Conseil d'Administration publiée aux Annexes au "Moniteur belge".

La société peut établir, sur simple décision du Conseil d'Administration, des sièges administratifs, des succursales ou des agences en Belgique et à l'étranger.

Son adresse électronique est investors.relations@solvay.com et son site internet est www.solvay.com.

Article 3

La société a pour objet :

- de détenir et de gérer, directement ou indirectement, des participations dans des sociétés, entreprises ou organismes ayant un objet directement ou indirectement lié à la fabrication, l'exploitation, la commercialisation, la recherche, le développement d'activités industrielles, commerciales ou de services principalement mais non-exclusivement dans le secteur de la chimie, ses différentes disciplines et spécialités, ses activités connexes, dérivées et accessoires ainsi que dans le secteur de l'exploitation et la transformation de ressources naturelles, et ce tant en Belgique qu'à l'étranger ;

- d'exercer, tant en Belgique qu'à l'étranger, pour son compte ou pour le compte de tiers, des activités de fabrication, d'exploitation, de commercialisation, de recherche et développement, de traitement, transformation, transport et gestion dans les secteurs d'activité visés ci-dessus.

De façon générale, elle peut exercer toute activité, accomplir toutes opérations commerciales, industrielles, financières, patrimoniales, mobilières ou immobilières, en Belgique et à l'étranger se rapportant directement ou indirectement à ou favorisant directement ou indirectement la réalisation de son objet.

Article 4

La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle pourra être dissoute à tout moment par l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

CHAPITRE II

CAPITAL ET ACTIONS

Article 5

Le capital est de un milliard cinq cent quatre-vingt-huit millions cent quarante-six mille deux cent quarante euros (**1.588.146.240 EUR**). Il est représenté par cent cinq millions huit cent septante-six mille quatre cent seize (**105.876.416**) actions sans mention de valeur nominale.

Article 6

§1. Ces cent cinq millions huit cent septante-six mille quatre cent seize **(105.876.416) actions** sans mention de valeur nominale sont entièrement libérées. Elles sont dématérialisées ou nominatives dans les limites prévues par la loi. Leur titulaire peut, à tout moment demander la conversion de ses titres en titres dématérialisés (à ses frais) ou en titres nominatifs (gratuitement).

§2. Le titre dématérialisé est représenté par une inscription en compte au nom de son propriétaire ou de son détenteur auprès d'un teneur de comptes agréé ou d'un organisme de liquidation.

Le titre nominatif est représenté par une inscription dans le registre des actionnaires tenu au siège. Tout titulaire de titres peut prendre connaissance du registre relatif à ses titres.

Article 7

Le capital peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

L'augmentation peut se faire par la création de nouvelles actions d'un même type que les actions existantes ou d'actions jouissant d'autres droits ou représentant une quotité différente du capital; ces actions peuvent être libérées, soit en numéraire, soit par des apports en nature, ou être émises en représentation d'une incorporation de réserves au capital.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, prise dans les conditions requises pour les modifications aux statuts, les nouvelles actions à souscrire en numéraire sont offertes par préférence aux titulaires d'actions anciennes, quels qu'en soient le type et le degré de libération, au prorata de la part de ces actionnaires dans le capital; le Conseil d'Administration propose à l'assemblée générale les conditions et le prix auxquels les actions nouvelles sont offertes par préférence à ces actionnaires.

Lors de chaque augmentation de capital, le Conseil d'Administration peut conclure, aux conditions qu'il juge convenir, toutes conventions en vue d'assurer la souscription de tout ou partie des actions nouvelles à émettre.

Article 8

Le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital en une ou plusieurs fois, à concurrence de cent cinquante-huit millions euros **(158.000.000 EUR)**. L'autorisation est valable pendant cinq ans à dater de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 12 mai 2020.

Toute augmentation de capital décidée en vertu de la présente autorisation peut se réaliser par apport en numéraire, par apport en nature, par incorporation de réserves disponibles ou indisponibles ou de primes d'émission, avec ou sans création de nouvelles actions, privilégiées ou non, avec ou sans droit de vote. Le Conseil d'Administration peut, dans le cadre de la présente autorisation, émettre des droits de souscription ou des obligations convertibles.

Le Conseil d'Administration peut limiter ou supprimer le droit de préférence. Cette faculté inclut la limitation ou la suppression du droit de préférence en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel de la société ou de ses filiales.

Article 9

La société peut, sans autorisation préalable de l'assemblée générale, acquérir ses propres actions à un prix unitaire qui ne pourra être inférieur de plus de dix pour cent (10%) au cours le plus bas des vingt (20) dernières cotations précédant l'opération et qui ne pourra être supérieur de plus de dix pour cent (10%) au cours le plus haut des vingt (20) dernières cotations précédant l'opération. La société doit en outre se conformer aux limites de prix prévues par les articles 7:215 et suivants du Code des sociétés et des associations et les articles 8:2 et suivants de l'arrêté royal portant exécution du Code des sociétés et des associations.

Cette autorisation s'étend à l'acquisition d'actions de la société par une de ses filiales directes, au sens et dans les limites de l'article 7:221, alinéa 1er du Code des sociétés et des associations.

La valeur nominale des actions acquises, en ce compris celles que la société aurait acquises antérieurement et qu'elle aurait en portefeuille et celles acquises par une filiale directe au sens de l'article 7:221, alinéa 1er du Code des sociétés et des associations, ne peut dépasser dix pour cent (10%) du capital souscrit.

Cette autorisation est valable pendant cinq ans à dater de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 12 mai 2020.]

Article 10

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes doivent, pour l'exercice de leurs droits, désigner une seule personne comme étant propriétaire du titre à l'égard de la société, faute de quoi l'exercice des droits y afférents sera suspendu.

Article 11

1° La personne physique ou morale qui acquiert des titres de la société conférant le droit de vote en assemblée générale, doit déclarer dans les délais légaux à la société et à la FSMA le nombre de titres qu'elle possède, lorsque les droits de vote afférents à ces titres franchissent, isolément ou par l'effet d'un concert au sens de la loi, le seuil de trois pourcent du total des droits de vote existants.

Il en ira de même lorsque la personne tenue de faire la déclaration initiale mentionnée ci-avant, augmentera le nombre de titres avec droits de vote acquis jusqu'à cinq pourcent et jusqu'à sept pourcent et demi, et pour chaque franchissement d'un multiple de cinq pourcent du total des droits de vote existants.

Cette personne devra faire la même déclaration lorsqu'à la suite d'une cession, les droits de vote dont elle est titulaire, isolément ou par l'effet d'un concert au sens de la loi, tombent en deçà des seuils précités.

2° Sous réserve des dérogations légales lesquelles doivent se comprendre en fonction des seuils définis ci-avant, nul ne peut prendre part au vote à l'Assemblée Générale de la société pour un nombre de voix supérieur à celui correspondant aux titres qu'il a déclarés conformément à la loi et aux présents statuts, vingt jours au moins avant la date de ladite assemblée .

CHAPITRE III

ADMINISTRATION

Article 12

La société est administrée par un conseil composé de cinq membres au moins; l'assemblée générale fixe leur nombre.

Article 13

Les Administrateurs sont nommés par l'assemblée générale pour un terme de quatre ans au plus. Ils sont rééligibles.

Les candidatures à un mandat d'Administrateur doivent, à peine de non-recevabilité, parvenir par écrit à la société quarante jours au moins avant l'assemblée générale.

Article 14

En cas de vacance d'une place d'Administrateur par décès, démission ou toute autre cause, les Administrateurs restant ont le droit d'y pourvoir provisoirement jusqu'à la prochaine assemblée générale qui procède à l'élection définitive.

Le membre du Conseil d'Administration nommé en remplacement de celui qui a cessé ses fonctions avant le terme de son mandat achève ce mandat, sauf si l'assemblée générale en décide autrement.

Article 15

Les Administrateurs ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

Article 16

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président.

Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un Comité exécutif et/ou à un ou plusieurs Administrateurs, membres du Comité exécutif, agissant séparément. Le Conseil d'Administration peut déléguer des pouvoirs complémentaires au Comité exécutif. Les membres du Comité exécutif peuvent être des Administrateurs ou non. Chacun des membres du Comité exécutif est nommé par le Conseil d'Administration. Le Président de ce Comité est nommé par le Conseil d'Administration parmi les Administrateurs de la société.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration crée en son sein des Comités consultatifs au sens de l'article 7:98 du Code des sociétés et des associations, et plus particulièrement les Comités dont la loi impose la création.

Le Conseil d'Administration détermine les pouvoirs attachés aux fonctions, délégations et mandats prévus dans les alinéas précédents. Il peut les révoquer en tout temps.

Le Conseil d'Administration, le Comité exécutif, ainsi que le (ou les) Administrateur(s) en charge de la gestion journalière peuvent, dans le cadre de leurs pouvoirs, également conférer des pouvoirs spéciaux et déterminés à une ou plusieurs personnes de leur choix.

Les porteurs de pouvoirs spéciaux peuvent substituer partiellement dans leurs pouvoirs une ou plusieurs personnes dont ils assument la responsabilité par dérogation à l'article 1994, 1° du Code civil.

Article 17

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, sur convocation et sous la présidence de son Président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, d'un Administrateur chargé de la gestion journalière. Il doit être convoqué chaque fois que le Comité exécutif, un Administrateur chargé de la gestion journalière ou trois Administrateurs au moins le demandent.

Les convocations doivent être faites au moins cinq jours à l'avance, sauf les cas d'urgence, lesquels doivent être motivés au procès-verbal. Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les avis de convocation. L'Administrateur ne pouvant être physiquement présent lors de la délibération du Conseil peut y participer par téléphone, vidéo-conférence ou tout autre moyen de communication analogue.

Les décisions du Conseil d'Administration peuvent, sur l'initiative du Président du Conseil d'Administration ou du Comité exécutif, être adoptées par consentement unanime, exprimé par écrit de tous les Administrateurs.

Article 18

Sans préjudice aux dispositions de l'article 23, le Conseil d'Administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. Ce quorum est calculé pour chaque point de l'ordre du jour, en fonction du nombre d'Administrateurs qui peuvent prendre part au vote et donc sans tenir compte des Administrateurs qui devraient se retirer en raison d'une situation d'opposition d'intérêts de nature patrimoniale au sens de l'article 7:96 du Code des sociétés et des associations. Si, lors d'une séance, ce quorum n'est pas atteint pour un ou plusieurs points de l'ordre du jour, le Conseil peut toutefois, dans une seconde réunion tenue sur seconde convocation au plus tard dans la quinzaine, délibérer sur les objets non décidés portés à l'ordre du jour de la précédente séance, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Sous réserve des dispositions de l'article 23, les décisions du Conseil sont prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Tout Administrateur empêché ou absent peut donner pouvoir, par simple lettre, télécopie ou courrier électronique à un de ses collègues du Conseil pour le représenter à une réunion déterminée du Conseil et y voter en son lieu et place. En ce cas, le mandant sera réputé présent au point de vue des quorums de présence et du vote. Un Administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues et peut, outre sa propre voix, émettre autant de votes qu'il a reçu de procurations.

Article 19

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président du Conseil et par les Administrateurs qui le souhaitent. Ces procès-verbaux sont inscrits dans un registre spécial. Les procurations des membres représentés y sont annexées.

Les copies à produire en justice ou ailleurs sont signées par un ou plusieurs Administrateurs ayant le pouvoir de représentation. Les extraits sont signés soit par le Président du Conseil, soit par le Président du Comité exécutif soit par deux Administrateurs agissant conjointement.

Article 20

Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la société, à l'exception de ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration peut édicter un règlement d'ordre intérieur conformément à l'article 2:59 du Code des sociétés et des associations. La dernière version approuvée de ce règlement d'ordre intérieur date du 11 décembre 219

Article 21

Le Conseil d'Administration ne peut toutefois décider d'opérations modifiant substantiellement les activités de la société ou de son Groupe qu'à la majorité des trois quarts des voix des membres présents ou représentés composant ledit Conseil.

Constituent des opérations modifiant substantiellement les activités de la société ou de son Groupe : les opérations d'investissement, d'acquisition, de prise de participations, de désinvestissement ou de cession, sous quelque forme que ce soit, représentant une valeur d'entreprise d'au moins deux milliards d'euros (2.000.000.000 EUR) ou générant soit un chiffre d'affaires d'au moins deux milliards d'euros (2.000.000.000 EUR), soit une contribution aux résultats opérationnels du Groupe d'au moins deux cent cinquante millions d'euros (250.000.000 EUR).

Article 22

La société est représentée, dans les actes et en justice, par deux Administrateurs agissant conjointement, dont le Président du Conseil et/ou un membre du Comité exécutif. Ceux-ci n'ont pas, vis-à-vis des tiers, à justifier d'une délibération préalable du Conseil d'Administration.

Le Comité exécutif organise la représentation de la société dans le cadre des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut, d'autre part, déléguer à toutes autres personnes, choisies ou non dans son sein, des pouvoirs spéciaux pour engager la société.

Article 23

Les membres du Comité exécutif s'obligent à s'occuper activement des affaires sociales, sans prendre de fonctions qui les empêcheraient de remplir les devoirs inhérents aux pouvoirs délégués au Comité exécutif.

Ils peuvent cependant administrer les sociétés et entreprises dans lesquelles la société a des intérêts, et s'en occuper en considérant cette activité comme une affaire sociale. Les rémunérations, traitements fixes ou émoluments qu'ils perçoivent à ce titre doivent, sauf circonstances exceptionnelles qu'apprécierait l'assemblée générale, être versés à la société ou être imputés sur les émoluments et avantages dus par elle aux intéressés.

Article 24

Les Administrateurs reçoivent des émoluments fixes dont l'assemblée générale détermine les modalités et l'importance. La décision de l'assemblée générale demeure maintenue jusqu'à décision contraire.

Le Conseil d'Administration est autorisé à accorder aux Administrateurs chargés de fonctions spéciales distinctes de leur mandat d'Administrateur des émoluments fixes en supplément des émoluments prévus à l'alinéa précédent.

Les Administrateurs chargés de la gestion journalière et les membres du Comité exécutif ont, en outre, droit chacun à une rémunération variable déterminée par le Conseil d'Administration sur la base de leurs performances individuelles et des performances consolidées du Groupe Solvay.

CHAPITRE IV

SURVEILLANCE

Article 25

Le contrôle légal des comptes est confié à un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale parmi les réviseurs d'entreprises inscrits au registre public des réviseurs d'entreprises ou parmi les cabinets d'audit enregistrés, conformément aux articles 3:55 et suivants du Code des sociétés et des associations.

CHAPITRE V

ASSEMBLEES GENERALES

Article 26

L'assemblée générale ordinaire a lieu le deuxième mardi de mai à dix heures trente.

Le Conseil d'Administration et les Commissaires peuvent convoquer des assemblées générales extraordinaires et en fixer l'ordre du jour. Ils doivent les convoquer sur la demande d'actionnaires représentant le dixième du capital. Dans ce cas, les actionnaires devront indiquer dans leur demande les points et les propositions de décisions à porter à l'ordre du jour.

Un ou plusieurs actionnaires possédant ensemble au moins trois pourcent du capital peuvent également requérir, dans les conditions prévues par le Code des sociétés et des associations, d'inscrire des points à l'ordre du jour de toute assemblée générale et de déposer des propositions de décisions concernant des points à inscrire ou inscrits à une assemblée déjà convoquée.

Article 27

Les assemblées générales, tant ordinaires qu'extraordinaires, se réunissent au siège ou en tout autre endroit indiqué dans les avis de convocation.

Article 28

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et les propositions de décisions et sont faites par des annonces insérées trente jours au moins avant l'assemblée, dans le « Moniteur belge » ainsi que dans un organe de presse de diffusion nationale et dans les médias aux

conditions requises par le Code des sociétés et des associations, étant entendu que si une seconde convocation est nécessaire, le délai peut être ramené à dix-sept jours au moins avant l'assemblée.

Les convocations sont, en outre, communiquées dans les mêmes délais aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Article 29

Pour prendre part à toute assemblée générale, les actionnaires doivent faire procéder à l'enregistrement de leurs titres le quatorzième jour à vingt-quatre heures (heure belge) qui précède l'assemblée. A cette date d'enregistrement, les titres dématérialisés doivent être inscrits dans les comptes d'un teneur de compte agréé ou d'un organisme de liquidation et les titres nominatifs doivent être inscrits sur le registre des actions nominatives de la société. Les actionnaires doivent aviser, par écrit ou via l'adresse électronique de la société ou l'adresse électronique spécifique indiquée dans la convocation à l'assemblée générale, la société ou la personne désignée à cette fin, au plus tard le sixième jour qui précède l'assemblée de leur volonté d'y prendre part, en indiquant le nombre d'actions pour lequel ils entendent y participer.

L'exercice du droit de vote afférent aux actions partiellement libérées sur lesquelles des versements n'ont pas été opérés est suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'ont pas été effectués.

Article 30

Les actionnaires votent par eux-mêmes ou par mandataires dans les conditions prévues par le Code des sociétés et des associations. Un mandataire peut représenter plusieurs actionnaires.

Les copropriétaires, usufruitiers et nus-propriétaires, créanciers et débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Sans préjudice des formalités prescrites par l'article 29, les procurations, dont la forme est déterminée par le Conseil d'Administration, doivent être notifiées à l'endroit ou aux endroits ou, le cas échéant, à l'adresse électronique indiquée dans les avis de convocation, afin de parvenir à la société au moins six jours avant l'assemblée.

Il est tenu à chaque assemblée générale une liste de présences.

Article 31

Les votes à l'assemblée se font par l'usage de boîtiers électroniques ou de toute autre manière assurant le secret du vote, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

Article 32

Sous réserve des restrictions légales, chaque action donne droit à une voix.

Article 33

L'assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou, à son défaut, par un Administrateur à ce délégué par ses collègues.

Les autres membres présents du Conseil d'Administration complètent le bureau.

Le Président de l'assemblée nomme le secrétaire et désigne comme scrutateurs deux actionnaires.

Article 34

L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les propositions énoncées dans l'ordre du jour.

Indépendamment du droit de prorogation que lui confère l'article 7:150 du Code des sociétés et des associations, le Conseil d'Administration, quels que soient les objets à l'ordre du jour, a le droit d'ajourner toute assemblée ordinaire ou extraordinaire.

Il peut user de ce droit à tout moment, mais seulement après ouverture des débats.

Sa décision est notifiée à l'assemblée par le Président avant la clôture de la séance et mentionnée au procès-verbal de celle-ci.

Cet ajournement emporte annulation, de plein droit, de toutes les délibérations quelconques adoptées au cours de la séance.

Les actionnaires doivent être réunis, sur nouvelle convocation, dans les cinq semaines au plus tard avec le même ordre du jour.

Les formalités remplies pour assister à la première séance restent valables pour la seconde.

L'assemblée ne peut être ajournée qu'une seule fois; l'assemblée réunie après prorogation statuera définitivement.

Article 35

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par un ou plusieurs Administrateurs ayant le pouvoir de représentation. Les extraits sont signés soit par le Président du Conseil, soit par le Président du Comité exécutif soit par deux Administrateurs agissant conjointement.

CHAPITRE VI

INVENTAIRES, BILANS, BENEFICES ET REPARTITION

Article 36

L'exercice social commence le premier janvier et se clôture le trente et un décembre de chaque année.

Article 37

Sur le bénéfice net, il est d'abord prélevé cinq pour-cent au moins pour la réserve légale, ce prélèvement cessant d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour-cent du capital.

Article 38

Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits désignés par le Conseil d'Administration, mais au plus tard le trente et un décembre suivant l'assemblée générale ordinaire. Le Conseil d'Administration peut

également, dans les conditions prescrites à l'article 7:213 du Code des sociétés et des associations, décider la mise en paiement d'acomptes sur dividendes.

CHAPITRE VII

DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 39

La société peut être dissoute et mise en liquidation par une décision de l'assemblée générale aux conditions des articles 2:70 et suivants du Code des sociétés et des associations.

CHAPITRE VIII

ELECTION DE DOMICILE

Article 40

Tout actionnaire non domicilié en Belgique sera tenu d'élire domicile à Bruxelles pour tout ce qui se rattache à l'exécution des présents statuts.

A défaut d'élection de domicile, celui-ci sera censé être élu de plein droit au siège. Néanmoins, la société aura toujours le droit de faire, si elle le préfère, toutes significations et notifications au domicile réel des intéressés ou au dernier domicile qu'ils auront fait connaître à la société.

Article 41

Tout Administrateur ainsi que tout délégué à la gestion journalière élit domicile au siège de la société pour toutes les questions qui concernent son mandat.

Délibération

Cette proposition est mise aux voix.

(i) nombre d'actions pour lesquelles des votes ont été valablement exprimés : 63.243.025

(ii) proportion du capital social représentée par ces votes : 59,73%

(iii) nombre total de votes valablement exprimés : 63.243.025 dont :

VOIX POUR	61.833.309
VOIX CONTRE	293.887
ABSTENTIONS	1.115.829

La proposition, réunissant 99,53% des voix sans qu'il soit tenu compte des abstentions, est adoptée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à

DROIT D'ECRITURE (Code des droits et taxes divers)

Le droit d'écriture s'élève à **nonante-cinq euros (95 EUR)**.

De tout quoi le Notaire soussigné a dressé le présent procès-verbal, lieu et date que dessus.

Lecture intégrale et commentée faite, les membres du Bureau et le mandataire des actionnaires, ont signé avec Nous, Notaire.

SOLVAY

naamloze vennootschap
te 1120 Brussel, Ransbeekstraat 310
Rechtspersonenregister van Brussel
Ondernemingsnummer : 0403.091.220

TOEGESTANE KAPITAAL INKOOP VAN EIGEN AANDELEN WIJZIGINGEN AAN DE STATUTEN

Het jaar tweeduizend en twintig.

Op #.

Te 1120 Brussel, Ransbeekstraat, 310.

Voor Ons, Meester **Bernard WILLOCX**, Notaris ter standplaats Brussel.

Werd gehouden de buitengewone algemene vergadering van de naamloze vennootschap **SOLVAY**, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1120 Brussel, Ransbeekstraat 310, ingeschreven in het rechtspersonenregister van Brussel en in de Kruispuntbank van ondernemingen onder nummer 0403.091.220.

Opgericht in de vorm van commanditaire vennootschap bij onderhandse akte van 26 december 1863, omgevormd in een naamloze vennootschap bij akte verleden voor Notarissen Pierre WILLOCX en Pierre VAN HALTEREN, te Brussel, op 12 juni 1967, bekendgemaakt in de bijlage tot het Belgisch Staatsblad van 24 juni 1967, onder nummer 1560-1, waarvan de statuten voor het laatst gewijzigd werden bij akte verleden voor voornoemde Notaris Bernard WILLOCX, op 21 december 2015, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 14 januari 2016, onder nummers 16007103 en 16007104.

BUREAU

De zitting wordt om elf uur dertig geopend onder het voorzitterschap van de Heer Nicolas Jacques Etienne Marie Ghislain BOËL, gedomicilieerd te Sint-Pieters-Woluwe, Grote Prijzenlaan 75, Voorzitter van de Raad van Bestuur.

De Heer Voorzitter duidt als secretaris aan de Heer Michel Henri Marie Emile Georges DEFOURNY, gedomicilieerd te Tervuren, Albertlaan, 17, Secretaris-Generaal van de vennootschap, die hier optreedt.

De functies van stemopnemers worden bekleed door Mevrouw Savina Geneviève Francine Manuela Marie Ghislaine de LIMON TRIEST, gedomicilieerd te 1180 Ukkel, Edith Cavellstraat, 81, en Mevrouw Sandrine Anne Pauline Marie-Ghislain DE MOERLOOSE, gedomicilieerd te 1050 Elsene, Jeannelaan, 54, beiden aandeelhouders hier aanwezig en die aanvaarden.

De aanwezige Bestuurders vullen het bureau aan, te weten :
Mevrouw Ilham KADRI, wonende te Ukkel, Denneboslaan, 23.

Dit alles in overeenstemming met artikel 39 van de statuten.

De identiteit van alle leden van het bureau werd nagezien door ondergetekende Notaris, op basis van hun identiteitskaart.

SAMENSTELLING VAN DE VERGADERING

In het licht van de uitzonderlijke situatie met betrekking tot de Covid-19 pandemie en overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 4 van 9 april 2020 houdende diverse bepalingen inzake het vennootschapsrecht in het kader van de strijd tegen de Covid-19 pandemie, wordt de huidige vergadering gehouden buiten de fysieke aanwezigheid van de aandeelhouders. Maar de vergadering wordt live uitgezonden via video-uitzending op de website van Solvay, onder de vorm van webcast ten behoeve van de aandeelhouders.

De aandeelhouders hebben vóór de vergadering op afstand kunnen stemmen via formulier voor stemming op afstand of per volmacht.

Bijgevolg beperkt de verschijning voor Ons, Notaris, zich tot de leden van het bureau en de gevolmachtigde van de aandeelhouders, de heer Alex DESSALLE, wonende te 1950 Kraainem, Armand Fortonlaan, 24, aangeduid door de Raad van Bestuur.

De lijst van de vertegenwoordigde aandeelhouders, de volmachten die allen onderhands zijn, en de formulieren van stemming op afstand zullen hierbij aangehecht blijven.

UITEENZETTING VAN DE HEER VOORZITTER

De Heer Voorzitter zet uiteen wat volgt :

- 1°) De huidige vergadering heeft als agenda :

Agenda

A. TOEGESTANE KAPITAAL

1. Verslag van de Raad van Bestuur opgesteld overeenkomstig artikel 7:199, tweede lid van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen.

2. Voorstel tot besluit :

- a) Om, voor een periode van 5 jaar te rekenen vanaf de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad, een toegestaan kapitaal toe te kennen ten belope van 158.000.000 EUR, met de mogelijkheid tot incorporatie van reserves, om inschrijvingsrechten en converteerbare obligaties uit te geven en om het voorkeurrecht te beperken of op te heffen, desgevallend ten gunste van één of meer bepaalde personen andere dan personeelsleden.
- b) Om, bijgevolg, de tekst van **artikel 7 bis van de statuten** te vervangen door de volgende tekst:

“De Raad van Bestuur is bevoegd om het kapitaal in één of meerdere malen te verhogen ten belope van honderd achtenvijftig miljoen euro (158.000.000 EUR). De machtiging is geldig voor vijf jaar te rekenen van de bekendmaking van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van 12 mei 2020.

Iedere verhoging van het kapitaal waartoe in het kader van deze machtiging besloten wordt kan zich voltrekken door inbreng in geld, door inbreng in natura, door incorporatie van beschikbare of onbeschikbare reserves of van uitgiftepremies, met of zonder creatie van nieuwe aandelen die al dan niet bevoorrecht zijn, met of zonder stemrecht. De Raad van Bestuur kan, in het kader van deze machtiging, inschrijvingsrechten of converteerbare obligaties uitgeven.

De Raad van Bestuur kan het voorkeurrecht beperken of opheffen. Deze mogelijkheid omvat de beperking of opheffing van het voorkeurrecht ten gunste van één of meer bepaalde personen andere dan leden van het personeel van de vennootschap of van haar dochtervennootschappen.”

B. INKOOP VAN EIGEN AANDELEN

Voorstel tot besluit om de vennootschap te machtigen om haar eigen aandelen te verwerven onder de voorwaarden die in de hiernavolgende tekst worden uiteengezet, en bijgevolg, om **artikel 9 van de statuten** op te heffen en om de tekst van **artikel 8 van de statuten** te vervangen door de volgende tekst:

“De vennootschap kan, zonder voorafgaande machtiging door de algemene vergadering, haar eigen aandelen verwerven aan een eenheidsprijs die niet meer dan tien procent (10%) lager mag zijn dan de laagste koers van de laatste twintig (20) noteringen voorafgaand aan de verrichting en die niet meer dan tien procent (10%) hoger mag zijn dan de hoogste koers van de laatste twintig (20) noteringen voorafgaand aan de verrichting. De vennootschap dient zich onder andere te houden aan de prijsbeperkingen voorzien door de artikelen 7:215 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en de artikelen 8:2 en volgende van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Deze machtiging omvat tevens de verwerving van aandelen van de vennootschap door een van haar dochtervennootschappen die rechtstreeks worden gecontroleerd in de zin en binnen de grenzen van artikel 7:221, eerste lid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De fractiewaarde van de verworven aandelen, met inbegrip van diegene die de vennootschap voordien reeds verworven zou hebben en in portefeuille zou hebben en diegene die verworven zouden zijn door een dochtervennootschap die rechtstreeks wordt gecontroleerd in de zin van artikel 7:221, eerste lid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, mag tien procent (10%) van het geplaatste kapitaal niet overschrijden.

Deze machtiging is geldig voor vijf jaar te rekenen vanaf de bekendmaking van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van 12 mei 2020.”

C. ANDERE WIJZIGINGEN AAN DE STATUTEN

- a) Wijze van stemming op de algemene vergadering

Voorstel tot besluit om de tekst van **artikel 37 van de statuten** te vervangen door de volgende tekst:

“De stemmingen op de vergadering geschieden door middel van elektronische afstandsbedieningen of op enige andere wijze die de vertrouwelijkheid van de stemming verzekert, tenzij de algemene vergadering bij meerderheid van stemmen anders beslist.”

b) Nieuwe statuten

Voorstel tot besluit om – teneinde de statuten in overeenstemming te brengen met het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen en om enkele van hun bepalingen te vereenvoudigen en te moderniseren – zowel de Nederlandstalige als de Franstalige versie van de huidige tekst van de statuten eenvoudigweg in zijn geheel te vervangen door een nieuwe tekst (die in het bijzonder de wijzigingen incorporeert die werden voorgesteld onder punten A(2b), B en C(a) van de agenda).

Deze nieuwe tekst, alsook een informatief document over de voorgestelde wijzigingen en de huidige versie van de statuten met aanduiding van de wijzigingen (schrappingen of toevoegingen), zijn sinds 4 maart 2020 beschikbaar op de website van de vennootschap onder de referentie <https://www.solvay.be/fr/index.html>. De aandeelhouders kunnen deze documenten gratis toegestuurd krijgen door per e-mail een verzoek te richten aan volgend adres: ag.solvay@solvay.com.

- 2°) Overeenkomstig artikel 7:128 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen werden de bijeenroepingen die voornoemde agenda inhouden, gedaan bij middel van aankondiging ten minste dertig dagen vóór de vergadering, in :

- 1) Het Belgisch Staatsblad van 10 april 2020.
- 2) L'Echo van 10 april 2020.
- 3) De Tijd van 10 april 2020.

De bewijsnummers dezer bladen worden op het bureau neergelegd.

- 4) op de vennootschapswebsite vanaf 10 april 2020.

Overeenkomstig het Koninklijk Besluit nr. 4, werden de wijzigingen omtrent de modaliteiten van de huidige vergadering aangekondigd op 27 april 2020 op de website van de vennootschap.

- 3°) Daarenboven, aan de houders van aandelen op naam, van converteerbare obligaties op naam of van inschrijvingsrechten op naam, aan de houders van certificaten op naam die met medewerking van de vennootschap zijn uitgegeven, aan de bestuurders en aan de commissaris werd dertig dagen vóór de vergadering een brief gezonden, overeenkomstig artikel 7:128 §1 lid 2 van het Wetboek van de Vennootschappen en Verenigingen.

Een exemplaar van gemelde brief wordt tevens op het bureau neergelegd.

- 4°) Om de huidige vergadering bij te wonen, hebben de aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders zich geschikt naar de voorschriften van artikelen 35 en 36 van de statuten, onder voorbehoud van de bijzondere

maatregelen van toepassing krachtens het koninklijk besluit nr. 4 van 9 april 2020 houdende diverse bepalingen inzake het vennootschapsrecht in het kader van de strijd tegen de Covid-19 pandemie.

- 5°) Het kapitaal is thans vertegenwoordigd door honderd en vijf miljoen achthonderd zesenzeventigduizend vierhonderd zestien (**105.876.416**) aandelen zonder aanduiding van nominale waarde en met stemrecht.

- 6°) Artikel 7:153 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen en artikel 37 der statuten schrijven voor dat de vergadering ten minste de helft van het kapitaal moet verenigen. Bij gebreke daarvan moet een tweede vergadering bijeengeroepen worden en deze laatste kan geldig beraadslagen en beslissen, ongeacht het vertegenwoordigde deel van het kapitaal.

- 7°) Een eerste buitengewone algemene vergadering met dezelfde agenda, gehouden op 3 april 2020 voor ondergetekende Notaris Bernard WILLOCX, heeft niet geldig kunnen beraadslagen en beslissen, daar het vereiste quorum niet bereikt werd. De bijeenroepingen voor deze eerste vergadering zijn overeenkomstig artikel 7:128 §1 lid 2 van het Wetboek van de Vennootschappen en Verenigingen op de data en op de manier aangegeven in de akte van deze eerste vergadering gemaakt.

- 8°) Zoals blijkt uit de aanwezigheidslijst, bezitten de hier aanwezige en vertegenwoordigde aandeelhouders samen drieënzestig miljoen tweehonderddrieënveertigduizend vijftwintig (63.243.025) van de uitgegeven aandelen, hetzij negenenvijftig komma drieënzeventig procent (59,73%).

- 9°) Het stemrecht van de op de vergadering vertegenwoordigde aandelen wordt niet geschorst.

- 10°) Bijgevolg is deze vergadering regelmatig samengesteld en zij is bevoegd en bekwaam om geldig te beraadslagen en te beslissen over de punten die op de agenda voorkomen.

- 11°) Elk aandeel geeft recht op één stem en om aangenomen te worden, moeten de voorstellen die op de agenda voorkomen, drie/vierden van de stemmen verenigen (waarbij onthoudingen in de teller noch in de noemer worden meegerekend), overeenkomstig artikel 7:153 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen.

Geldigheid:

De uiteenzetting van de Heer Voorzitter wordt nagezien en als correct erkend door de algemene vergadering die vaststelt en ondergetekende Notaris verzoekt authentiek vast te stellen dat zij bekwaam is om geldig te beraadslagen over de punten die op de agenda voorkomen.

Presentatie:

De Heer Voorzitter legt vervolgens de context van de voorgestelde beslissingen uit aan de algemene vergadering.

Vragen, overeenkomstig artikel 7:139 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen:

De Heer Voorzitter stelt vast dat geen enkel schriftelijk vraag over de punten die op de agenda voorkomen, door de aandeelhouders werd gesteld.

De Heer Voorzitter stelt vervolgens de sluiting van de debatten vast.

Daarna vat de vergadering de agenda aan en neemt na beraadslaging de volgende beslissingen:

VERSLAG

De vergadering stelt de Heer Voorzitter vrij van de voorlezing van het bijzonder verslag van de raad van bestuur opgesteld overeenkomstig artikel 7:199, tweede lid van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen betreffende het toegestane kapitaal.

Dit verslag zal hierbij aangehecht blijven.

EERSTE BESLISSING

Toegestane kapitaal

De vergadering beslist om, voor een periode van 5 jaar te rekenen vanaf de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad, een toegestaan kapitaal toe te kennen ten belope van **158.000.000 EUR**, met de mogelijkheid tot incorporatie van reserves, om inschrijvingsrechten en converteerbare obligaties uit te geven en om het voorkeurrecht te beperken of op te heffen, desgevallend ten gunste van één of meer bepaalde personen andere dan personeelsleden.

Bijgevolg, beslist de vergadering de tekst van **artikel 7 bis** van de statuten te vervangen door de volgende tekst:

“De Raad van Bestuur is bevoegd om het kapitaal in één of meerdere malen te verhogen ten belope van honderd achteenvijftig miljoen euro (158.000.000 EUR). De machtiging is geldig voor vijf jaar te rekenen van de bekendmaking van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van 12 mei 2020.

Iedere verhoging van het kapitaal waartoe in het kader van deze machtiging besloten wordt kan zich voltrekken door inbreng in geld, door inbreng in natura, door incorporatie van beschikbare of onbeschikbare reserves of van uitgiftepremies, met of zonder creatie van nieuwe aandelen die al dan niet bevoorrecht zijn, met of zonder stemrecht. De Raad van Bestuur kan, in het kader van deze machtiging, inschrijvingsrechten of converteerbare obligaties uitgeven.

De Raad van Bestuur kan het voorkeurrecht beperken of opheffen. Deze mogelijkheid omvat de beperking of opheffing van het voorkeurrecht ten gunste van één of meer bepaalde personen andere dan leden van het personeel van de vennootschap of van haar dochtervennootschappen.”.

Beraadslaging

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd.

(i) aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht :
63.243.025

(ii) percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen: 59,73%

(iii) aantal geldig uitgebrachte stemmen: 63.243.025 waarvan :

VOORSTEMMEN	60.489.228
TEGENSTEMMEN	2.037.702
ONTHOUDINGEN	716.095

Het voorstel dat 96,74% van de stemmen zonder rekening te houden met de onthoudingen verkrijgt, wordt aangenomen.

TWEEDE BESLISSING

Inkoop van eigen aandelen

De vergadering beslist om de vennootschap te machtigen om haar eigen aandelen te verwerven onder de voorwaarden die in de hiernavolgende tekst worden uiteengezet, en bijgevolg, om **artikel 9 van de statuten** op te heffen en om de tekst van **artikel 8 van de statuten** te vervangen door de volgende tekst:

“De vennootschap kan, zonder voorafgaande machtiging door de algemene vergadering, haar eigen aandelen verwerven aan een eenheidsprijs die niet meer dan tien procent (10%) lager mag zijn dan de laagste koers van de laatste twintig (20) noteringen voorafgaand aan de verrichting en die niet meer dan tien procent (10%) hoger mag zijn dan de hoogste koers van de laatste twintig (20) noteringen voorafgaand aan de verrichting. De vennootschap dient zich onder andere te houden aan de prijsbeperkingen voorzien door de artikelen 7:215 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en de artikelen 8:2 en volgende van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Deze machtiging omvat tevens de verwerving van aandelen van de vennootschap door een van haar dochtervennootschappen die rechtstreeks worden gecontroleerd in de zin en binnen de grenzen van artikel 7:221, eerste lid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De fractiewaarde van de verworven aandelen, met inbegrip van diegene die de vennootschap voordien reeds verworven zou hebben en in portefeuille zou hebben en diegene die verworven zouden zijn door een dochtervennootschap die rechtstreeks wordt gecontroleerd in de zin van artikel 7:221, eerste lid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, mag tien procent (10%) van het geplaatste kapitaal niet overschrijden.

Deze machtiging is geldig voor vijf jaar te rekenen vanaf de bekendmaking van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van 12 mei 2020.”.

Beraadslaging

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd.

(i) aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht :

63.243.025

(ii) percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen: 59,73%

(iii) aantal geldig uitgebrachte stemmen: 63.243.025 waarvan :

VOORSTEMMEN	62.196.766
TEGENSTEMMEN	1.002.656
ONTHOUDINGEN	43.603

Het voorstel dat 98,41% van de stemmen zonder rekening te houden met de onthoudingen verkrijgt, wordt aangenomen.

DERDE BESLISSING

Wijze van stemming op de algemene vergadering

De vergadering beslist om de tekst van **artikel 37 van de statuten** te vervangen door de volgende tekst:

“De stemmingen op de vergadering geschieden door middel van elektronische afstandsbedieningen of op enige andere wijze die de vertrouwelijkheid van de stemming verzekert, tenzij de algemene vergadering bij meerderheid van stemmen anders beslist.”

Beraadslaging

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd.

(i) aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht : 63.243.025

(ii) percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen: 59,73%

(iii) aantal geldig uitgebrachte stemmen: 63.243.025 waarvan :

VOORSTEMMEN	63.230.306
TEGENSTEMMEN	4.050
ONTHOUDINGEN	8.669

Het voorstel dat 99,99% van de stemmen zonder rekening te houden met de onthoudingen verkrijgt, wordt aangenomen.

VIERDE BESLISSING

Nieuwe statuten

De vergadering beslist om – teneinde de statuten in overeenstemming te brengen met het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen en om enkele van hun bepalingen te vereenvoudigen en te moderniseren – zowel de Nederlandstalige als de Franstalige versie van de huidige tekst van de statuten eenvoudigweg in zijn geheel te vervangen door een nieuwe tekst (die in het bijzonder de wijzigingen incorporeert die werden voorgesteld onder punten A(2b), B en C(a) van de agenda). Deze nieuwe tekst, alsook een informatief document over de voorgestelde wijzigingen en de huidige versie van de statuten met aanduiding van de wijzigingen (schrappingen of toevoegingen), zijn sinds 4 maart 2020 beschikbaar op de website van de vennootschap onder de referentie <https://www.solvay.com/sites/g/files/srpend221/files/2020->

De nieuwe tekst van de statuten is het volgende :

HOOFDSTUK I

RECHTSVORM, NAAM, ZETEL, DOEL, DUUR

Artikel 1

De vennootschap, opgericht op 26 december 1863 onder de vorm van een commanditaire vennootschap, heeft de vorm van een naamloze vennootschap. Zij draagt de naam "SOLVAY". Zij is een genoteerde vennootschap in de zin van artikel 1:11 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Artikel 2

De zetel is gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Deze kan bij enkel besluit van de Raad van Bestuur, bekendgemaakt in de bijlagen tot het "Belgisch Staatsblad", naar elders in België verplaatst worden.

Bij enkel besluit van de Raad van Bestuur kan de vennootschap kantoren, bijkantoren of agentschappen in België en in het buitenland oprichten. Haar e-mail adres is investors.relations@solvay.com en haar website is www.solvay.com.

Artikel 3

Het doel van de vennootschap is:

- direct of indirect aandelen te bezitten en te beheren in vennootschappen, ondernemingen of instellingen met een bedrijfsdoel dat direct of indirect verband houdt met het vervaardigen, exploiteren, verhandelen, onderzoeken en ontwikkelen van industriële en commerciële activiteiten of diensten in met name, maar niet alleen de chemische sector, de diverse takken en specialismen alsmede de verwante, afgeleide en aanvullende activiteiten van deze sector; en de sector voor het exploiteren en verwerken van natuurlijke hulpbronnen in zowel België als het buitenland;

- in zowel België als het buitenland, voor eigen rekening of voor rekening van derden, productie-, exploitatie-, verhandelings-, onderzoeks-, ontwikkelings-, behandelings-, verwerkings-, transport- en beheeractiviteiten te ontplooiën in de bovenstaande activiteitensectoren.

In het algemeen kan de vennootschap elke activiteit uitoefenen en alle commerciële, industriële, financiële, vermogensrechtelijke en roerende of onroerende goederen betreffende verrichtingen uitvoeren die rechtstreeks of onrechtstreeks samenhangen met het doel van de vennootschap of erop zijn gericht dit rechtstreeks of onrechtstreeks te verwezenlijken.

Artikel 4

De vennootschap is aangegaan voor onbepaalde tijd.

Zij kan te allen tijde door de algemene vergadering worden ontbonden bij een besluit genomen volgens de regels die voor de wijziging van de statuten zijn gesteld.

HOOFDSTUK II

KAPITAAL EN AANDELEN

Artikel 5

Het kapitaal bedraagt één miljard vijfhonderd achtentachtig miljoen honderd zesenviertigduizend tweehonderd veertig euro (**1.588.146.240 EUR**) en is vertegenwoordigd door honderd en vijf miljoen achthonderd zesenzeventigduizend vierhonderd zestien (**105.876.416**) aandelen zonder aanduiding van nominale waarde.

Artikel 6

§1. Deze honderd en vijf miljoen achthonderd zesenzeventigduizend vierhonderd zestien (**105.876.416**) aandelen zonder aanduiding van nominale waarde zijn volledig volgestort. Ze zijn gedematerialiseerd of op naam binnen de bij wet gestelde grenzen. De houder ervan kan, op elk ogenblik, vragen zijn aandelen te converteren in gedematerialiseerde aandelen (op zijn kosten) of in aandelen op naam (gratis).

§2. Het gedematerialiseerde aandeel wordt vertegenwoordigd door een inschrijving op rekening op naam van de eigenaar of de houder, bij een erkende rekeninghouder of een vereffeningsinstelling.

Het aandeel op naam wordt vertegenwoordigd door een inschrijving in het register van de aandeelhouders dat op de zetel gehouden wordt. Elke houder van aandelen kan de registerinschrijving van zijn aandelen inkijken.

Artikel 7

Het kapitaal kan door de algemene vergadering worden verhoogd of verminderd bij een besluit van de algemene vergadering genomen volgens de regels die voor de wijziging van de statuten zijn gesteld.

De verhoging kan geschieden door uitgifte van nieuwe aandelen van hetzelfde type als de bestaande of van aandelen waaraan andere rechten verbonden zijn of die een ander percentage van het kapitaal vertegenwoordigen; deze aandelen kunnen hetzij in geld, hetzij door inbrengen in natura worden volgestort, of uitgegeven worden als vergoeding van de omzetting van reserves in kapitaal.

Behoudens andersluidende beslissing van de algemene vergadering, genomen volgens de regels die voor de wijziging van de statuten zijn gesteld, worden de nieuwe aandelen, waarop in geld wordt ingeschreven, eerst aangeboden aan de houders van oude aandelen, ongeacht hun type of het stortingspercentage, naar evenredigheid van het aandeel van deze aandeelhouders in het kapitaal; de Raad van Bestuur stelt aan de algemene vergadering de voorwaarden en de prijs voor waartegen de nieuwe aandelen eerst aan deze aandeelhouders aangeboden worden.

Bij iedere kapitaalverhoging mag de Raad van Bestuur, onder de voorwaarden die hij gepast acht, overeenkomsten aangaan die tot doel hebben het welslagen van de inschrijving op alle of een deel van de nieuw uit te geven aandelen.

Artikel 8

De Raad van Bestuur is bevoegd om het kapitaal in één of meerdere malen te verhogen ten belope van honderd achteventig miljoen euro (**158.000.000 EUR**). De machtiging is geldig voor vijf jaar te rekenen van de bekendmaking van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van 12 mei 2020.

Iedere verhoging van het kapitaal waartoe in het kader van deze machtiging besloten wordt kan zich voltrekken door inbreng in geld, door inbreng in natura, door incorporatie van beschikbare of onbeschikbare reserves of van uitgiftepremies, met of zonder creatie van nieuwe aandelen die al dan niet bevoorrecht zijn, met of zonder stemrecht. De Raad van Bestuur kan, in het kader van deze machtiging, inschrijvingsrechten of converteerbare obligaties uitgeven.

De Raad van Bestuur kan het voorkeurrecht beperken of opheffen. [Deze mogelijkheid omvat de beperking of opheffing van het voorkeurrecht ten gunste van een of meer bepaalde personen andere dan leden van het personeel van de vennootschap of haar dochtervennootschappen.]

Artikel 9

De vennootschap kan, zonder voorafgaande machtiging door de algemene vergadering, haar eigen aandelen verwerven aan een eenheidsprijs die niet meer dan tien procent (10%) lager mag zijn dan de laagste koers van de laatste twintig (20) noteringen voorafgaand aan de verrichting en die niet meer dan tien procent (10%) hoger mag zijn dan de hoogste koers van de laatste twintig (20) noteringen voorafgaand aan de verrichting. De vennootschap dient zich onder andere te houden aan de prijsbeperkingen voorzien door de artikelen 7:215 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en de artikelen 8:2 en volgende van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Deze machtiging omvat tevens de verwerving van aandelen van de vennootschap door een van haar dochtervennootschappen die rechtstreeks worden gecontroleerd in de zin en binnen de grenzen van artikel 7:221, eerste lid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De nominale waarde van de verworven aandelen, met inbegrip van diegene die de vennootschap voordien reeds verworven zou hebben en in portefeuille zou hebben en diegene die verworven zouden zijn door een dochtervennootschap die rechtstreeks wordt gecontroleerd in de zin van artikel 7:221, eerste lid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, mag tien procent (10%) van het geplaatste kapitaal niet overschrijden.

Deze machtiging is geldig voor vijf jaar te rekenen vanaf de bekendmaking van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van 12 mei 2020.

Artikel 10

De vennootschap erkent slechts één enkele eigenaar per aandeel. Mede-eigenaars, vruchtgebruikers en blote eigenaars, pandhouders en pandschuldenaars moeten, voor de uitoefening van hun rechten, één enkele persoon aanduiden als eigenaar van het effect ten aanzien van de vennootschap, bij gebreke waarvan de uitoefening van de daaraan verbonden rechten wordt geschorst.

Artikel 11

1° De natuurlijke of rechtspersoon die aandelen van de vennootschap verwerft die stemrecht opleveren in de algemene vergadering, dient binnen de wettelijk bepaalde termijn aan de vennootschap en aan de FSMA te melden hoeveel aandelen hij bezit, wanneer het bij deze aandelen horend stemrecht de drempel van de drie procent van het totaal aantal bestaande stemmen overschrijdt, afzonderlijk dan wel krachtens een gezamenlijk optreden, in de zin van de wet.

Hetzelfde geldt wanneer de persoon die verplicht is de hogervermelde verklaring af te leggen, het aantal verworven aandelen met stemrecht op vijf procent en tot op zeven en een halve procent brengt, en voor elke overschrijding met een veelvoud van vijf procent van het totaal aantal bestaande stemrechten.

Deze persoon zal eenzelfde verklaring moeten afleggen als door een vervreemding het aantal stemrechten waarvan hij titularis is, afzonderlijk, dan wel als gevolg van een gezamenlijk optreden, tot onder voornoemde drempels wegzakt.

2° Onder voorbehoud van de door de wet toegestane afwijkingen, die moeten worden verstaan ten aanzien van de hierboven bepaalde drempels, kan niemand op de algemene vergadering van de vennootschap aan de stemming deelnemen voor meer stemrechten dan die verbonden aan effecten waarvan hij overeenkomstig de wet en deze statuten ten minste twintig dagen vóór de datum van de bovenbedoelde vergadering kennis heeft gegeven.

HOOFDSTUK III

BESTUUR

Artikel 12

De vennootschap wordt bestuurd door een raad bestaande uit ten minste vijf leden; het aantal leden wordt door de algemene vergadering vastgesteld.

Artikel 13

De Bestuurders worden door de algemene vergadering benoemd voor een termijn van ten hoogste vier jaar. Ze zijn hernoembaar.

Kandidaturen voor een bestuurdersopdracht moeten schriftelijk ten minste veertig dagen vóór de algemene vergadering de vennootschap toekomen, op straffe van niet-ontvankelijkheid.

Artikel 14

Wanneer een plaats van Bestuurder opvalt door overlijden, ontslag of om enige andere reden, hebben de overige Bestuurders het recht om voorlopig in de ontstane vacature te voorzien tot de eerstvolgende algemene vergadering, waarin de definitieve benoeming plaatsvindt.

Het lid van de Raad van Bestuur, benoemd ter vervanging van de Bestuurder die vóór het einde van zijn opdracht aftreedt, doet de tijd van deze laatste uit, tenzij de algemene vergadering er anders over beslist.

Artikel 15

De Bestuurders zijn in de uitoefening van hun functie niet persoonlijk verbonden; ze zijn slechts verantwoordelijk voor de vervulling van de hun opgedragen taak.

Artikel 16

De Raad van Bestuur kiest een Voorzitter uit zijn leden.

De Raad van Bestuur mag het dagelijks bestuur van de vennootschap, en de vertegenwoordiging van de vennootschap wat dit dagelijks bestuur betreft, overdragen aan het Uitvoerend Comité en/of een of meer afzonderlijk optredende Bestuurders die lid zijn van het Uitvoerend Comité. De Raad van Bestuur mag aanvullende bevoegdheden overdragen aan het Uitvoerend Comité. De leden van het Uitvoerend Comité kunnen al dan niet Bestuurders zijn. Elk lid van het Uitvoerend Comité wordt benoemd door de Raad van Bestuur. De Voorzitter van dit Comité wordt benoemd door de Raad van Bestuur onder de Bestuurders van de vennootschap.

De Raad van Bestuur richt in zijn midden raadplegende comités op in de zin van artikel 7:98 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en meer bepaald de comités waarvan de wet de oprichting voorschrijft.

De Raad bepaalt de bevoegdheden verbonden aan de in de vorige alinea's vermelde functies, delegaties en lastgevingen. Hij kan deze bevoegdheden te allen tijde herroepen.

De Raad van Bestuur, het Uitvoerend Comité en de Bestuurder(s) die zijn belast met het dagelijks bestuur, kunnen in het kader van hun bevoegdheden tevens bepaalde bijzondere bevoegdheden verlenen aan een of meer personen van hun keuze.

Dragers van bijzondere bevoegdheden kunnen een of meer personen gedeeltelijk in hun bevoegdheden vervangen en waarvan zij verantwoordelijk zijn, in afwijking van artikel 1994, 1°, van het Burgerlijk Wetboek.

Artikel 17

De Raad van Bestuur vergadert zo dikwijls als de belangen van de vennootschap het vereisen, en voor zover de wet het toelaat op convocatie van en onder voorzitterschap van zijn Voorzitter of, bij verhindering van deze laatste, van een Bestuurder belast met het dagelijks bestuur. Hij moet opgeroepen worden telkens als het Uitvoerend Comité, één met het dagelijks bestuur belaste Bestuurder of ten minste drie Bestuurders erom verzoeken.

De oproepingen moeten ten minste vijf dagen vooraf gedaan worden, behoudens in dringende gevallen, die alsdan in de notulen gemotiveerd moeten worden. De vergaderingen worden op de in de oproeping aangegeven plaats gehouden. Een Bestuurder die niet fysiek aanwezig kan zijn bij het overleg van de Raad, mag hieraan per telefoon, via videovergadering of een ander soortgelijk communicatiemiddel deelnemen.

De besluiten van de Raad van Bestuur kunnen, op het initiatief van de Voorzitter van de Raad van Bestuur of van het Uitvoerend Comité, worden genomen bij eenparig schriftelijk akkoord van alle Bestuurders.

Artikel 18

Onverminderd het bepaalde in de artikel 23 kan de Raad van Bestuur slechts geldig beraadslagen en beslissen indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is. Dit quorum wordt berekend voor elk

agendapunt, op basis van het aantal Bestuurders die kunnen deelnemen aan de stemming en dus zonder rekening te houden met de Bestuurders die zich zouden moeten terugtrekken wegens een situatie van belangtegenstelling van vermogensrechtelijke aard in de zin van artikel 7:96 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. Wordt dit quorum tijdens een zitting niet bereikt voor één of meer agendapunten, dan kan de Raad echter in een tweede vergadering gehouden na een tweede oproeping en uiterlijk binnen vijftien dagen, beraadslagen en beslissen over de agendapunten van de voorgaande zitting waarover geen beslissing is gevallen, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Onder voorbehoud van het in de artikel 23 bepaalde worden de beslissingen van de Raad bij volstreekte meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen is de stem van degene die de vergadering voorziet doorslaggevend.

Iedere verhinderde of afwezige Bestuurder kan aan één van zijn collega's uit de Raad schriftelijk, per telefax of per e-mail volmacht verlenen om hem in een bepaalde vergadering van de Raad te vertegenwoordigen en er in zijn plaats te stemmen. In dit geval wordt de lastgever, voor wat het aanwezigheidsquorum en de stemming betreft, beschouwd aanwezig te zijn. Een Bestuurder mag één of meerdere van zijn collega's aldus vertegenwoordigen en mag, naast zijn eigen stem, evenveel stemmen uitbrengen als hij volmachten ontvangen heeft.

Artikel 19

Van de beraadslagingen en beslissingen van de Raad van Bestuur worden notulen gehouden, die door de Voorzitter van de Raad en door de Bestuurders die het wenselijk getekend worden. Deze notulen worden in een speciaal register ingeschreven. De volmachten van de vertegenwoordigde leden worden eraan gehecht.

Afschriften die in rechte of anderszins dienen te worden overgelegd, worden getekend door een of meerdere Bestuurders met vertegenwoordigingsbevoegdheid. Uittreksels worden hetzij getekend door de Voorzitter van de Raad, hetzij door de Voorzitter van het Uitvoerend Comité, hetzij door twee Bestuurders die gezamenlijk optreden.

Artikel 20

De Raad van Bestuur is bevoegd om alle handelingen te verrichten die nodig of dienstig zijn tot verwezenlijking van het doel van de vennootschap, behalve die welke door de wet aan de algemene vergadering zijn voorbehouden.

De Raad van Bestuur kan een intern reglement uitvaardigen overeenkomstig artikel 2:59 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. De laatste goedgekeurde versie van dit intern reglement dateert van December 11, 2019

Artikel 21

De Raad van Bestuur mag echter niet anders dan met een drievierde-meerderheid van de stemmen van zijn aanwezige of vertegenwoordigde leden besluiten nemen omtrent handelingen die de activiteiten van de vennootschap of haar groep wezenlijk veranderen.

Onder handelingen die de activiteiten van de vennootschap of haar groep wezenlijk veranderen worden verstaan: handelingen die een investering,

overname, deelneming, desinvestering of overdracht behelzen, in welke vorm dan ook, en die een bedrijfswaarde vertegenwoordigen van ten minste twee miljard euro (2.000.000.000 EUR) of die hetzij een omzet genereren van ten minste twee miljard euro (2.000.000.000 EUR), hetzij een bijdrage aan het bedrijfsresultaat van de groep van ten minste tweehonderdvijftig miljoen euro (250.000.000 EUR).

Artikel 22

De vennootschap wordt in haar handelingen en in rechte vertegenwoordigd door twee gezamenlijk optredende Bestuurders, onder wie de Voorzitter van de Raad en/of een lid van het Uitvoerend Comité. Deze hoeven ten aanzien van derden niet te doen blijken van een voorafgaande beslissing van de Raad van Bestuur.

Het Uitvoerend Comité organiseert de vertegenwoordiging van de vennootschap in het kader van de bevoegdheden die hem door de Raad van Bestuur zijn overgedragen.

Anderzijds kan de Raad van Bestuur aan andere personen, al dan niet uit zijn leden gekozen, bijzondere bevoegdheden verlenen om de vennootschap te verbinden.

Artikel 23

De leden van het Uitvoerend Comité verbinden zich ertoe zich actief met de zaken van de vennootschap bezig te houden zonder functies te aanvaarden die hen zouden verhinderen de plichten te vervullen die zijn verbonden aan de aan het Uitvoerend Comité overgedragen bevoegdheden.

Zij kunnen echter de vennootschappen en ondernemingen besturen waarin de vennootschap deelnemingen heeft en er zich zodanig mee bezighouden door het beschouwen van deze activiteit als een maatschappelijke zaak. De vergoedingen, vaste wedden en bezoldigingen die zij uit dien hoofde ontvangen, moeten behoudens buitengewone omstandigheden te beoordelen door de algemene vergadering, aan de vennootschap worden gestort of in mindering worden gebracht op de bezoldigingen en voordelen die de vennootschap aan de belanghebbenden schuldig is.

Artikel 24

De Bestuurders ontvangen vaste bezoldigingen waarvan de voorwaarden en het bedrag door de algemene vergadering worden vastgesteld. Het besluit van de algemene vergadering blijft gehandhaafd zolang geen andersluidende beslissing genomen wordt.

De Raad van Bestuur is bevoegd om aan de Bestuurders belast met speciale functies naast hun mandaat als Bestuurder vaste vergoedingen toe te staan boven de in de voorgaande alinea voorziene bezoldigingen.

De met het dagelijks bestuur belaste Bestuurders en de leden van het Uitvoerend Comité hebben bovendien elk recht op een veranderlijke vergoeding die door de Raad van Bestuur wordt vastgesteld op basis van hun individuele prestaties en de geconsolideerde resultaten van de Solvay-Groep.

HOOFDSTUK IV

TOEZICHT

Artikel 25

De wettelijke controle op de rekeningen wordt aan één of meer commissarissen opgedragen; de commissarissen worden benoemd door de algemene vergadering onder de bedrijfsrevisoren ingeschreven in het openbaar register van de bedrijfsrevisoren of onder de geregistreerde auditkantoren, overeenkomstig de artikelen 3:55 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

HOOFDSTUK V

ALGEMENE VERGADERINGEN

Artikel 26

De jaarvergadering vindt plaats op de tweede dinsdag van mei om tien uur dertig.

De Raad van Bestuur en de commissarissen kunnen buitengewone algemene vergaderingen bijeenroepen en de agenda ervan vaststellen. Zij moeten die bijeenroepen wanneer aandeelhouders die een tiende van het kapitaal vertegenwoordigen, het vragen. In dit geval moeten de aandeelhouders de op de agenda te plaatsen punten en ontwerpbesluiten in hun verzoek vermelden.

Een of meer aandeelhouders die gezamenlijk ten minste drie procent van het kapitaal van de vennootschap vertegenwoordigen, kunnen ook in de gevallen waarin het Wetboek van vennootschappen en verenigingen voorziet, te behandelen punten laten opnemen op de agenda en ontwerpbesluiten indien betreffende punten die moeten worden opgenomen of al zijn opgenomen voor een reeds bijeengeroepen vergadering.

Artikel 27

De algemene vergaderingen, zowel de jaarvergaderingen als de buitengewone vergaderingen, worden gehouden ten zetel of op enige andere in de oproepingen aangeduide plaats.

Artikel 28

De oproepen voor elke algemene vergadering bevatten de agenda en ontwerpbesluiten en geschieden middels aankondigingen die ten minste dertig dagen vóór de vergadering worden ingelast in het "Belgisch Staatsblad", in een nationaal verspreide krant en in media volgens de door het Wetboek van vennootschappen en verenigingen vereiste voorwaarden, met dien verstande dat - wanneer een tweede oproep noodzakelijk is - de termijn op ten minste zeventien dagen vóór de vergadering teruggebracht kan worden.

Bovendien worden oproepen binnen dezelfde termijn op naam verzonden naar de aandeelhouders; van de vervulling van deze formaliteit heeft evenwel geen bewijs te worden overgelegd.

Artikel 29

Om aan eender welke algemene vergadering te kunnen deelnemen, moeten de aandeelhouders hun aandelen op de veertiende dag om vierentwintig

uur (Belgische tijd) voorafgaand aan de vergadering laten registreren. Op deze registratiedatum moeten de gedematerialiseerde aandelen zijn ingeschreven op rekening bij een erkende instelling of een vereffeningsinstelling. Aandelen op naam moeten worden ingeschreven in het register van aandelen op naam van de vennootschap. De aandeelhouders moeten de vennootschap of de hiertoe aangewezen persoon uiterlijk op de zesde dag vóór de vergadering, schriftelijk of via het e-mailadres van de vennootschap of via het specifiek e-mailadres vermeld in de oproeping tot de algemene vergadering, in kennis stellen van hun voornemen om aan die vergadering deel te nemen, met vermelding van het aantal aandelen waarvoor ze opkomen.

Zolang de behoorlijk opgevraagde en opeisbare stortingen niet gedaan zijn, is de uitoefening van het stemrecht dat aan de betrokken niet-volgestorte aandelen toekomt, geschorst.

Artikel 30

De aandeelhouders stemmen in persoon of bij gemachtigde volgens de voorwaarden waarin het Wetboek van vennootschappen en verenigingen voorziet. Een gemachtigde mag meerdere aandeelhouders vertegenwoordigen.

Mede-eigenaars, vruchtgebruikers, blote eigenaars en pandhoudende schuldeisers en schuldenaars moeten zich door een en dezelfde persoon laten vertegenwoordigen.

Onverminderd de door artikel 29 voorgeschreven formaliteiten moet kennis worden gegeven van de volmachten, in de vorm die door de Raad van Bestuur wordt vastgesteld, op de plaats of plaatsen of, indien van toepassing, op het e-mailadres, vermeld in het oproepingsbericht, en wel zo dat deze kennisgeving ten minste zes dagen vóór de vergadering door de vennootschap ontvangen worden.

Voor elke algemene vergadering wordt een aanwezigheidslijst opgesteld.

Artikel 31

De stemmingen op de vergadering geschieden door middel van elektronische afstandsbedieningen of op enige andere wijze die de vertrouwelijkheid van de stemming verzekert, tenzij de algemene vergadering bij meerderheid van stemmen anders beslist.

Artikel 32

Onder voorbehoud van wettelijke beperkingen geeft elk aandeel recht op één stem.

Artikel 33

De algemene vergadering wordt voorgezeten door de Voorzitter van de Raad van Bestuur of, bij ontstentenis van deze, door een daartoe door zijn collega's afgevaardigde Bestuurder.

De overige aanwezige leden van de Raad van Bestuur vullen het bureau aan.

De Voorzitter benoemt de secretaris en wijst twee aandeelhouders aan als stemopnemers.

Artikel 34

De algemene vergadering mag slechts over de in de agenda opgenomen voorstellen beraadslagen en beslissen.

Afgezien van het recht van verdaging, hem verleend door artikel 7:150 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, heeft de Raad van Bestuur het recht iedere jaar- of buitengewone vergadering te verdagen, welke punten op de agenda ook mogen staan.

Hij mag dit recht te allen tijde uitoefenen, maar slechts na de opening van de beraadslagingen.

Zijn beslissing wordt vóór het sluiten van de zitting door de Voorzitter ter kennis van de vergadering gebracht en in de notulen van de vergadering opgenomen.

Deze verdaging brengt van rechtswege de nietigheid mede van alle tijdens de zitting genomen beslissingen, welke ze ook mogen zijn.

De aandeelhouders moeten door middel van een nieuwe oproeping uiterlijk binnen vijf weken met dezelfde agenda worden bijeengeroepen.

De formaliteiten die vervuld werden om de eerste zitting bij te wonen, blijven geldig voor de tweede.

De vergadering mag slechts één keer verdaagd worden; de na de verdaging gehouden vergadering zal definitieve beslissingen nemen.

Artikel 35

De notulen van de algemene vergaderingen worden ondertekend door de leden van het bureau en door de aandeelhouders die erom verzoeken.

De in rechte of elders over te leggen afschriften van deze notulen worden ondertekend door een of meerdere Bestuurders met vertegenwoordigingsbevoegdheid. Uittreksels worden hetzij ondertekend door de Voorzitter van de Raad, hetzij door de Voorzitter van het Uitvoerend Comité, hetzij door twee Bestuurders die gezamenlijk optreden.

HOOFDSTUK VI

INVENTARISSEN, BALANSEN, WINSTEN EN UITKERING

Artikel 36

Het boekjaar vangt aan op één januari en sluit op eenendertig december van elk jaar.

Artikel 37

Van de nettowinst wordt eerst ten minste vijf procent afgehouden voor de wettelijke reserve; deze afhouding is niet langer verplicht zodra deze reserve tien procent van het kapitaal bedraagt.

Artikel 38

De betaling van de dividenden geschiedt op de tijdstippen en plaatsen bepaald door de Raad van Bestuur, maar uiterlijk op de eenendertigste december na de jaarvergadering. De Raad van Bestuur mag ook besluiten interim dividenden betaalbaar te stellen onder de voorwaarden voorgeschreven in artikelen 7:213 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

HOOFSTUK VII

ONTBINDING EN VEREFFENING

Artikel 39

De vennootschap kan ontbonden en in staat van vereffening gebracht worden door een beslissing van de algemene vergadering onder de voorwaarden van de artikelen 2:70 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

HOOFDSTUK VIII

KEUZE VAN WOONPLAATS

Artikel 40

Iedere aandeelhouder die niet in België woonachtig is zal gehouden zijn, voor alles wat met de uitvoering van deze statuten verband houdt, in Brussel woonplaats te kiezen.

Verzuimt de betrokkene woonplaats te kiezen, dan wordt deze geacht van rechtswege ten zetel van de vennootschap te zijn gekozen. De vennootschap zal echter altijd het recht hebben, indien zij dit verkiest, alle betekeningen en kennisgevingen aan de werkelijke woonplaats van de betrokkenen of aan de laatste door hen aan de vennootschap opgegeven woonplaats te doen.

Artikel 41

Iedere Bestuurder evenals iedere persoon belast met het dagelijks bestuur doet keuze van woonplaats op de zetel van de vennootschap voor alle aangelegenheden die verband houden met zijn/haar mandaat.

Beraadslaging

Het voorstel wordt ter stemming voorgelegd.

(i) aantal aandelen waarvoor geldig stemmen zijn uitgebracht :
63.243.025

(ii) percentage dat bovenstaand aantal aandelen in het kapitaal vertegenwoordigen: 59,73%

(iii) aantal geldig uitgebrachte stemmen: 63.243.025 waarvan :

VOORSTEMMEN	61.833.309
TEGENSTEMMEN	293.887
ONTHOUDINGEN	1.115.829

Het voorstel dat 99,53% van de stemmen zonder rekening te houden met de onthoudingen verkrijgt, wordt aangenomen.

Daar de agenda afgehandeld is, wordt de zitting opgeheven om

RECHT OP GESCHRIFTEN (Wetboek diverse rechten en taksen)

Het recht op geschriften bedraagt **vijfennegentig euro (95 EUR)**.

Van dit alles heeft de ondergetekende Notaris deze notulen opgesteld op plaats en datum als hierboven vermeld.

Na toelichting en integrale voorlezing hebben de leden van het Bureau en de gevolmachtigde van de aandeelhouders met Ons, Notaris, getekend.